



Assemblée générale

Distr. générale
16 septembre 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Forum sur les questions relatives aux minorités
Septième session
25 et 26 novembre 2014

Ordre du jour provisoire annoté

Note du secrétariat

Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Cadre juridique et notions essentielles.
3. Comprendre les causes profondes de la violence et des atrocités criminelles.
4. Améliorer la prévention de la violence et des atrocités criminelles.
5. En cas de flambée de violence – mesures essentielles à prendre pour régler le conflit et assurer la protection et la sécurité.
6. Prévenir la répétition de la violence en consolidant la paix et en gérant la diversité.
7. Conclusions.

GE.14-16248 (F) 081014 091014



* 1 4 1 6 2 4 8 *

Merci de recycler



Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

Lieu de la session

1. Conformément aux résolutions 6/15 et 19/23 du Conseil des droits de l'homme, la septième session du Forum sur les questions relatives aux minorités se tiendra les 25 et 26 novembre 2014, au Palais des Nations à Genève, salle XX.
2. Le Forum sera saisi, pour examen et adoption, de l'ordre du jour provisoire figurant dans le présent document. L'annexe I contient un programme de travail provisoire pour la session.

Séance d'ouverture

3. Le Président du Conseil des droits de l'homme ouvrira la session par une déclaration. Des déclarations seront ensuite prononcées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Président du Forum sur les questions relatives aux minorités et la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités.

Documentation

4. On trouvera à l'annexe II la liste des documents établis pour la session. Les documents officiels de la session seront distribués selon les procédures normales et pourront en outre être consultés sur le site Web du Conseil des droits de l'homme (www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Minority/Pages/Session7.aspx).

Délibérations

5. Les participants auront la possibilité de faire de brefs exposés ou des observations sur les projets de recommandations dont ils seront saisis. Les exposés faits au début de l'examen de chaque point à l'ordre du jour pour présenter les sujets de discussion seront suivis par un débat auquel tous les participants qui se seront préalablement inscrits sur une liste seront invités à prendre part.

2. Cadre juridique et notions essentielles

6. La septième session donnera une vue d'ensemble des normes et principes internationaux et régionaux relatifs à la protection des personnes appartenant à des minorités contre la violence et les atrocités criminelles dont elles sont victimes. Le débat portera sur la promotion et la pleine application des dispositions énoncées dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et d'autres instruments internationaux pertinents, comme la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Les participants débattront du point de savoir comment faire en sorte que les normes internationales relatives à la protection des minorités contre la violence soient prises en compte dans la législation, les politiques et les pratiques nationales. L'approche initiale axée sur les droits de l'homme et le principe de responsabilité de protéger seront pris en compte, de même que les obligations qui incombent à divers acteurs nationaux, régionaux et internationaux selon les trois piliers du principe définis dans le Document final du Sommet mondial de 2005, contenue dans la résolution 60/1 de l'Assemblée générale. Les participants à la session débattront des mécanismes internationaux, régionaux et

nationaux associés à la mise en œuvre de ce principe. Ils examineront la nécessité de mettre sur pied un cadre juridique solide et de veiller à ce que les institutions accordent une attention spécifique aux questions relatives aux minorités.

3. Comprendre les causes profondes de la violence et des atrocités criminelles

7. Les participants à la session identifieront les principaux facteurs qui font que les groupes minoritaires se retrouvent dans une situation de vulnérabilité et sont la cible de violence et d'atrocités criminelles, et que cette situation se perpétue. Ils mettront l'accent en particulier sur le point de savoir comment la discrimination systématique et persistante et les inégalités en rapport avec les droits sociaux, politiques, économiques et culturels accroissent la vulnérabilité des minorités pauvres et marginalisées face à la violence et aux atrocités criminelles. Ils seront invités à présenter des scénarios de situations concrètes montrant que les épreuves constantes et les violations des droits de l'homme auxquelles sont confrontées les minorités les amènent à subir des menaces de violence fréquentes et que les exactions et les pratiques discriminatoires systématiques dont elles sont l'objet les rendent vulnérables à la violence et à des atrocités criminelles.

8. Les participants tenteront de concevoir des outils et stratégies efficaces permettant de se faire une meilleure idée de la situation des minorités et des difficultés auxquelles elles sont confrontées, des tensions et menaces existantes et de leurs causes profondes, comme moyen de prévenir les agressions motivées par la haine. À cet égard, les participants s'efforceront de saisir quels sont les environnements et les contextes générateurs de violence à l'égard des minorités. Ils seront invités à partager leurs données d'expérience, pratiques positives et méthodologie concernant notamment l'identification des menaces, la collecte et l'analyse des données en vue de déterminer l'importance et la situation des groupes minoritaires à l'intérieur d'un État.

4. Améliorer la prévention de la violence et des atrocités criminelles

9. Les participants à la session examineront comment faire en sorte que différentes parties prenantes, parmi lesquelles les gouvernements nationaux, la société civile, les groupes minoritaires et les acteurs régionaux et internationaux, contribuent efficacement à prévenir la violence et les atrocités criminelles à l'égard des minorités. Le rôle et les activités desdites parties prenantes seront mis en lumière à travers l'expérience des participants. Ceux-ci pourraient débattre de l'importance d'une bonne gouvernance inclusive dans la prévention de la violence et des initiatives destinées à garantir la participation effective des minorités au sein des organes législatifs, administratifs et décisionnels. Ils pourraient examiner le rôle de la législation, notamment des textes qui interdisent l'incitation à la haine raciale ou à la violence religieuse. Les participants s'attacheront à identifier et à analyser les problèmes relatifs au maintien de l'ordre et à la sécurité en tant qu'éléments en lien direct avec l'exposition des minorités à la violence et aux atrocités criminelles, ainsi que des stratégies inclusives et proactives en matière d'application des lois et de protection.

10. L'examen des indicateurs, méthodes d'évaluation des risques et mécanismes d'alerte rapide existants sera l'occasion de mettre en évidence les insuffisances et les mesures qui permettraient d'améliorer les stratégies existantes et les voies d'échange d'informations et de communication aux niveaux national, régional et international, afin d'agir efficacement et précocement pour prévenir la violence. Dans ce contexte, les participants à la session débattront du rôle de toutes les parties prenantes, y compris les responsables nationaux et locaux (aux plans communautaire, politique et religieux) et des médias dans la prévention de la violence.

5. En cas de flambée de violence – mesures essentielles à prendre pour régler le conflit et assurer la protection et la sécurité.

11. Les participants à la session examineront les problèmes particuliers rencontrés pour faire face à la violence et les mesures spécifiques à prendre sur le champ dans le cadre des opérations de sécurité afin de mettre un terme rapidement à la violence au niveau national. Ils seront invités à réfléchir au rôle qui doit être celui de toutes les parties prenantes pour trouver et mettre en œuvre rapidement des solutions adaptées afin de protéger les minorités victimes d'agression, ainsi qu'à celui des minorités et des institutions des droits de l'homme dans le maintien du dialogue interethnique et interreligieux. Ils analyseront des exemples concrets de la participation des minorités dans des domaines comme le dialogue, la médiation et la négociation et du rôle des dirigeants communautaires, politiques et religieux pour résoudre le conflit. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants débattront des problèmes humanitaires particuliers touchant les minorités et le rôle et les activités des acteurs humanitaires face aux problèmes sécuritaires et aux besoins de protection des groupes minoritaires.

12. Certes, c'est en premier lieu aux autorités nationales et aux organes d'application des lois qu'il appartient de protéger les populations contre la violence et les atrocités criminelles, mais les participants examineront aussi, au titre de ce point de l'ordre du jour, le rôle qui revient aux États voisins et aux organismes régionaux et internationaux en vertu du principe de la responsabilité de protéger et des obligations juridiques connexes, notamment lorsqu'un autre État est l'auteur d'actes de violence et d'atrocités criminelles ou y est mêlé. Ils examineront également le rôle des mécanismes des Nations Unies qui doivent alerter les organes décisionnels de l'Organisation et les informer des violations massives persistantes des droits des minorités.

6. Prévenir la répétition de la violence en consolidant la paix et en gérant la diversité

13. Les participants examineront l'importance qu'il y a à faire prévaloir les droits des minorités dans les périodes qui font suite à des violences et à des conflits comme condition préalable pour consolider la paix et en garantir la stabilité et la durabilité. Ils examineront les mesures concrètes de réconciliation à adopter après les flambées de violence, y compris les mesures visant à demander des comptes aux auteurs et à remédier à l'impunité pour les crimes violents à l'encontre des minorités. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants débattront du rôle et des responsabilités de toutes les parties prenantes s'agissant de garantir que les droits et besoins des minorités sont pris en compte dans toutes les initiatives de paix et de réconciliation, y compris par le biais des mécanismes de justice transitoire, comme éléments visant à réhabiliter les minorités victimes d'actes de violence et d'atrocités criminelles, et à restaurer un climat de confiance.

7. Conclusions

14. Les participants au Forum identifieront les moyens existants d'obtenir une aide des organismes régionaux et de la communauté internationale en vue de promouvoir et de coordonner les efforts de consolidation de la paix et de prévention de la violence lorsque les gouvernements ne sont pas en mesure d'offrir une réponse après des flambées de violence. Ils tenteront de déterminer quelles pourraient être les mesures et l'aide supplémentaires, notamment une assistance technique pour les questions relatives aux minorités.

15. Le Président du Forum et la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités présenteront leurs observations finales et formuleront notamment des propositions pour la suite des travaux du Forum.

Annexes

Annexe I

Programme de travail

Mardi 25 novembre 2014

10 h 00-13 h 00

15 h 00-18 h 00

Ouverture du Forum sur les questions relatives aux minorités

Mieux comprendre les causes profondes de la violence et des atrocités criminelles

- Allocution de bienvenue et déclaration liminaire du Président du Conseil des droits de l'homme
- Observations de la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités
- Observations du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
- Observations du Président du Forum

Cadre juridique et notions essentielles

Améliorer la prévention de la violence et des atrocités criminelles

Mercredi 26 novembre 2014

10 h 00-13 h 00

15 h 00-18 h 00

En cas de flambée de violence – mesures essentielles à prendre pour régler le conflit et assurer la protection et la sécurité

Prévenir la répétition de la violence en consolidant la paix et en gérant la diversité

Observations finales

Annexe II

Liste des documents sur les questions relatives aux minorités dont le Forum est saisi à sa septième session

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
A/HRC/FMI/2014/1	Ordre du jour provisoire annoté; note du secrétariat
A/HRC/FMI/2014/2	Note de la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités, Rita Izsák, sur la nécessité de prévenir les atrocités criminelles à l'égard des minorités et d'y faire face
A/HRC/FMI/2014/3	Projets de recommandation sur les moyens de prévenir la violence et les atrocités criminelles à l'égard des minorités et d'y faire face